



Séance ordinaire du mardi 13 février 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le treize février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Régine ILLAIRE, Mylène MIFSUD, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, François RIO, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Délibération cadre plage - Axes stratégiques de développement de la plage métropolitaine de Villeneuve-lès-Maguelone - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Et, Monsieur Serge DESSEIGNE ainsi que Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-présidents, rapportent :

Comme le versifiait Charles BAUDELAIRE, la mer est le miroir où l'homme libre contemple son âme, alors la plage de Villeneuve-lès-Maguelone doit révéler les espérances d'avenir et permettre d'affirmer des choix de protection et de respect de l'environnement, soutenir l'inclusion dans les activités balnéaires et favoriser la pratique sportive.

Il convient de présenter, de manière plus prosaïque, la plage métropolitaine de Villeneuve-lès-Maguelone, qui se définit comme un véritable joyau environnemental et qui se parcourt, comme un visiteur ébahit par sa richesse naturelle et patrimoniale, sur un lido forgé par le temps mais aussi par les Hommes. Adossé par les étangs du Prévost et de Pierre Blanche, ce littoral se situe entre les communes de Palavas-les-Flots et Frontignan ; et révèle dans son écrin la cathédrale Saint-Pierre et Saint-Paul faisant l'objet d'un classement au titre des monuments historiques par la liste de 18401.

Un périmètre des plages qui se redéfinit

Le périmètre de prospection concerne le domaine public maritime (DPM) qui a été concédé par l'Etat sur 12 869 mètres linéaires (ml), dont 9 699 ml transférés au Conservatoire du Littoral. Il en ressort une longueur de 3 170 ml constituée par les plages du Pilou et du Prévost.

Pour préciser la notion juridique de DPM, il est nécessaire de se rapprocher de la première détermination de ce concept par COLBERT qui précise ainsi sa constitution. Le DPM est composé pour l'essentiel par le sol et le sous-sol de la mer, compris entre la limite haute du rivage, c'est-à-dire celles des plus hautes mers ; ainsi que par les lais (les terres nouvelles formées par dépôts d'alluvions sur le rivage, dont la mer s'est définitivement retirée) et relais (dépôts alluvionnaires qui émergent lorsque la mer les abandonne en se retirant).

L'article L.2111-5 du Code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), quant à lui, finalise sa précision en disposant que : *« les limites du rivage sont constatées par l'État en fonction des observations opérées sur les lieux à délimiter ou des informations fournies par des procédés scientifiques »*.

Une gestion de l'usage qui s'affine

Le mode de gestion du DPM répond à un principe fondamental et ancien, celui de son libre usage par le public pour la pêche, la promenade, les activités balnéaires et nautiques et régis par les dispositions de l'article L. 321-9 du Code l'environnement. Ceci fonde les principes de gestion du littoral : favoriser les activités liées à la mer et qui ne peuvent pas se développer ailleurs, tout en préservant l'accès du public à celle-ci.

De plus, la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral dite *« loi littoral »* a instauré comme principe le fait que *« l'usage libre et gratuit par le public constitue la destination fondamentale des plages, dans le souci de garantir le libre accès aux plages, l'attractivité des bords de mer et d'assurer la protection du patrimoine naturel et des paysages »*. En sus, la loi organise la protection des espaces remarquables.

Sur ce fondement, le décret n° 2006-608 du 26 mai 2006 relatif aux concessions de plage a établi de nouvelles règles permettant à l'Etat d'accorder sur le domaine public maritime des concessions de plage, en poursuivant trois principaux objectifs que sont :

- La libération progressive du domaine public maritime ;
- La possibilité d'un libre accès à la plage ;
- La responsabilisation des communes dans l'aménagement de leurs plages et la transparence dans l'attribution des lots aux exploitants d'établissements.

Cependant, la plage demeure un espace convoité et le territoire doit satisfaire à des demandes contradictoires : préserver la jouissance d'un espace naturel tout en développant des services qui contribuent à son attractivité touristique, mais aussi économique. Aussi, face à ces enjeux la Métropole souhaite apporter et développer une réponse volontaire sur une recomposition spatiale stratégique des activités de plages pour initier une nouvelle culture des usages dans un cadre réglementaire respecté et dans le souci constant de la préservation du cadre naturel.

Afin suivre cet engagement la Métropole aspire à se doter d'une stratégie dynamique au service de son territoire et affirmer son ambition autour des cinq axes principaux suivants :

- Axe n°1 : Adapter les activités balnéaires à son écosystème ;
- Axe n°2 : Favoriser l'inclusion par la pratique sportive ;
- Axe n°3 : Favoriser des espaces d'initiatives citoyennes ;
- Axe n°4 : Développer un tourisme durable ;
- Axe n°5 : Favoriser la découverte des sports balnéaires et leurs pratiques

Axe 1 : L'adaptation des activités de plage à l'écosystème des plages métropolitaines

Cette adaptation est rendue nécessaire à la fois par le respect de la réglementation édictée par le législateur, mais aussi par la prise de conscience collective des enjeux environnementaux. La « loi littoral » et ses décrets imposent de développer les activités de plage sur un périmètre adapté.

Ce réaménagement doit s'effectuer suivant une temporalité rythmée par séquences permettant d'adapter les usages au respect de leurs espaces. Aussi, la Métropole souhaite réaffirmer son respect des espaces remarquables du littoral en modifiant la structure des aménagements existants pour les adapter à la nouvelle réglementation.

Séquence 1 : Réaménagement des équipements

1) Les aménagements légers de la plage du Pilou

Des aménagements légers en relation avec la mise en sécurité du public, par la création d'une nouvelle zone d'activités métropolitaines, confiée à une association avec les missions de sécurité du site et du plan d'eau dans le cadre de ses activités de location de matériel de plage.

2) La renaturation de la plage du Pilou

La renaturation complète du site de l'ancien emplacement du lot n°4 est engagée pour sa suppression de la carte des implantations.

3) Application des préconisations du rapport gouvernemental

Pour la partie plage du Prévost, la Métropole souhaite s'appuyer sur les préconisations du rapport gouvernemental de littoral Héraultais, pour faire perdurer les activités de location de bains de soleil ainsi que de location de matériel de plage motorisé.

A cet effet, une étude portant sur l'impact de ces activités est lancée pour évaluer, lors du renouvellement de la délégation de service public, la possibilité de conserver ces types d'aménagements et d'activités en corrélation des effets induits des activités des lots de plage 1 et 2.

Séquence 2 : Réaménagement du parking du Prévost

L'accessibilité de la plage aux véhicules s'organise par le positionnement du parking du Prévost, côté Palavas-les-Flots et par celui du Pilou, côté porte de Maguelone. Ils caractérisent un filtrage pertinent des véhicules à moteur, en leur interdisant le passage et en filtrant les visiteurs de la Cathédrale.

Le parking du Prévost doit se voir réaménagé, en supprimant dans la limite du possible la couche d'asphalte qui le recouvre, ainsi que par la réalisation de plantation d'espèces en parfaite adaptation avec l'environnement existant.

Le parking, de par son positionnement participe au filtrage des véhicules, interdit toute circulation sur la bande du littoral, préserve le caractère naturel du site.

Séquence 3 : Réaménagement des lots de plage du Prévost

Lors du renouvellement de la délégation de service public du DPM des plages naturelles du Pilou et du Prévost, la Métropole entend appliquer de manière exhaustive les obligations du décret n° 2019-482 du 21 mai 2019 relatif aux aménagements légers autorisés dans les espaces remarquables ou caractéristiques du littoral et des milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques.

La liste des aménagements légers pouvant être implantés est déclinée dans le Code de l'urbanisme et plus particulièrement l'article R121-5 ; sous réserve que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, et ne compromettent pas leur qualité architecturale et paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux.

La métropole, conviendra avec les services de l'Etat, et plus précisément ceux de la Direction Départementale des territoires et de la Mer, de la nature des activités, de leur structure à implanter.

Axe 2 : Favoriser l'inclusion des personnes par la pratique sportive

Montpellier Méditerranée Métropole n'est pas épargnée par les inégalités qui demeurent dans l'accès au sport en France. Pour permettre un accès au sport à l'ensemble des publics, une attention particulière doit donc être portée aux publics (personnes en situation de précarité, personnes en situation de handicap, jeunes, seniors...) et aux zones les plus éloignées (quartiers prioritaires de la ville, zones de revitalisation rurale) de la pratique.

Face à ce constat, et forte d'une expérience réussie avec le milieu associatif, la Métropole souhaite développer le lien avec le réseau des associations, pour impulser un travail approfondi sur les relations à nouer avec le monde associatif centré sur les publics en difficulté. Il s'agit de prendre appui sur les expériences, le savoir-faire des associations pour permettre l'accès au public le plus vaste possible, touché par les accidents de la vie, aux activités balnéaires.

L'obtention du label Handiplage

Il s'agira, pour la Métropole d'observer une trajectoire volontariste ayant pour objectif l'obtention du label « Handiplage ». L'objectif est de favoriser l'accès aux pratiques balnéaires des personnes, et notamment les plus fragiles. Ce label, apporte une information fiable et objective de l'accessibilité des plages en tenant compte de tous les types de handicaps, et en diffusant l'offre touristique au niveau des plages.

Axe 3 : Favoriser des espaces d'initiatives citoyennes

Il s'agit d'accompagner des projets portés par des citoyens ou des associations œuvrant pour l'intérêt général, à condition que les initiatives soient en cohérence avec les valeurs du service public et qu'elles contribuent au bien commun, sans donner lieu à une captation de valeur exclusive par leurs créateurs.

C'est l'innovation sociale qui est aujourd'hui perçue comme source d'émancipation et de créativité en permettant la rencontre et la coopération entre les acteurs, et en construisant des ponts entre des mondes souvent cloisonnés et hiérarchisés.

Cet ambitieux projet, porté par Montpellier Méditerranée Métropole, doit s'appuyer sur les initiatives déjà présentes dans ce périmètre balnéaire.

Favoriser l'inclusion du public de jeunes en difficultés

Afin de favoriser et de recréer du lien social entre des jeunes, issus de quartiers sensibles, et la police nationale, et de prévenir les actions de délinquance par la culture de la citoyenneté, la Métropole souhaite encourager et développer des espaces d'initiatives citoyennes, supports d'innovations sociales et urbaines, et d'apprentissages à la coopération.

Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole conventionne avec le centre de loisir des jeunes de la police nationale afin de mettre à disposition un environnement ludique et convivial favorisant la rencontre entre les institutions et les jeunes.

Favoriser l'inclusion sociale par la pratique des sports balnéaires à moindre coût

Organiser des lieux de rencontre des habitants de tous âges, de toutes cultures et de toutes origines à travers la pratique d'activités balnéaires à moindre coût dans une ambiance associative ouverte à tous. Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole conventionne avec l'association « *Plage Mag* » afin de rendre abordable l'ensemble des activités de plage.

Lancer une plateforme citoyenne sur l'avenir de cette plage.

La plateforme citoyenne est un outil de démocratie qui vise à créer des espaces de dialogue où peuvent s'élaborer des visions collectives. Associer les citoyens est un impératif de l'action publique, afin de mieux intégrer les administrés dans les processus décisionnels et garantir une démarche sincère, robuste et transparente.

Axe 4 : Développer un tourisme balnéaire durable

Le tourisme durable est un tourisme qui tient compte de ses impacts économiques, sociaux et environnementaux, actuels et futurs, répondant aux besoins des visiteurs, des professionnels de l'environnement et des communautés d'accueil (source : Organisation Mondiale du Tourisme).

Face à la massification des touristes, l'accessibilité des voyages (*low cost*, technologie), l'accroissement du revenu des classes moyennes au niveau mondial, la Métropole souhaite faire face à ces nouveaux enjeux que sont l'accroissement du bilan carbone des touristes (8% du total mondial des émissions de gaz à effet de serre), la surexploitation des ressources naturelles, et l'impact environnemental de leurs activités.

Le tourisme durable s'appuie donc sur le respect de l'environnement, le développement économique et à l'évaluation de l'aspect social et sociétal (revenus modestes, personnes en situation de handicap...).

Dans cette perspective, un changement de paradigme doit s'opérer sur la trajectoire de développement des plages. Précédemment l'évolution du littoral était axée sur le rivage avec une première ligne d'habitation une promenade ou route d'accès et pour terminer avec des animations proposées sur la plage. Dès lors, l'évolution du lido doit admettre une vision du rétro-littoral, constitué d'une seconde ligne d'habitation, des étangs et de l'arrière-pays afin de se projeter vers l'intérieur.

Développer un accueil touristique saisonnier

La mise en place d'un accueil touristique permettrait de gérer le flux des touristes afin de les réorienter vers la découverte de la singularité des communes, les curiosités touristiques et les monuments et les animations estivales proposées.

Favoriser les cheminements doux dans une temporalité annuelle

Il s'agit de participer au partage de la connaissance du milieu exceptionnel du lido de Villeneuve-lès-Maguelone décliné par le nichage des oiseaux, la ponte des tortues caouannes, la végétation endémique du littoral, les anciens salins et la cathédrale.

La création des chemins, balisés, sécurisés et signalisés, qu'ils soient pédestres et/ou adaptés aux vélos, permettra cette découverte dans une mobilité maîtrisée.

Organiser une zone d'activité métropolitaine ludique environnementale et patrimoniale

Il s'agit de rassembler les énergies déjà déployées sur le site, par le Conservatoire du littoral et les Compagnons de Maguelone, pour présenter au public les richesses du patrimoine naturel et architectural. Mieux connaître pour mieux préserver le biotope du site et ses singularités, mieux connaître pour mieux accepter les différences, à l'image des Compagnons de Maguelone qui favorisent l'insertion et l'inclusion.

Axe 5 : Favoriser la découverte des sports balnéaires et de leurs pratiques

Sur le territoire l'accès aux sports est favorisé par une offre particulièrement étoffée de clubs et d'équipements sportifs. Cependant l'opportunité de pratiquer une activité balnéaire reste réservée à un public privilégié ou passionné Il convient pour la Métropole de développer la découverte des activités sportives de plage, en développant le lien qui unit les associations sportives avec les pratiquants.

Organiser une zone d'activités de découverte des sports balnéaire et de détente

Il s'agit de permettre au milieu associatif sportif de présenter et faire pratiquer des activités physiques centrées sur le plaisir et le bien-être du sport, mais aussi centrées sur les techniques de détente et de repos (yoga, méditation...) pour un public de tous âges et de toute condition physique.

La zone pourra offrir, par alternance, des activités multiples et changeantes avec des aménagements légers et démontables à la journée préservant ainsi l'intégrité du site ; enfin pour en finir avec l'hyper saisonnalité, proposer ces activités à l'année.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la délibération cadre plage et les grands axes de développement de la plage métropolitaine de Villeneuve-lès-Maguelone ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/24

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 février 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20240213-258423-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/02/24

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.